

13 TUN 3 - 13-07-26 Gafsa

Laboratoiredesfrondeurs.org



<http://www.tixup.com/international-politique/37704-sidi-bouزيد-le-siege-du-parti-islamiste-incendie-a-maknassy.html>

Sidi Bouzid: Le siège du parti islamiste incendié à Maknassy

Anas.T // 25 July 2013

Selon les correspondants des radios régionales présents à **Sidi Bouzid**, plusieurs manifestations se déroulent actuellement un peu partout dans le gouvernement avec des mots d'ordre faisant porter la responsabilité du meurtre de **Mohamed Brahmi** au parti **Ennahdha** et au gouvernement :

Voici les faits après le drame:

- À **Maknassy**, le siège du parti **Ennahdha** a été pris d'assaut et incendié selon le correspondant de **Mosaïque FM**
- D'importantes manifestations se déroulent en ce moment à **Maknassy** et **Menzel Bouzaiane**.
- Des manifestations ont aussi lieu à **Sidi Bouzid** même.
- Les différents mouvements ont également lieu dans d'autres gouvernorats :
- À **Gafsa**, les manifestants se sont dirigés vers le siège de **Ennahdha** puis ont poursuivi vers le siège de **PUGTT**
- À **Sfax**, les manifestants ont commencé un sit-in devant la municipalité de la ville et le siège du gouvernorat
- À **Kasserine**, des manifestations viennent aussi de commencer.

Tunisie. Des bureaux d'Ennahda incendiés à Sidi Bouzid

Politique jeudi 25 juillet 2013

Des bureaux du parti islamiste Ennahda ont été incendiés ce jeudi après-midi à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, par des manifestants qui protestaient contre l'assassinat à Tunis du dirigeant d'opposition Mohamed Brahmi.

« Des manifestants ont mis le feu aux sièges d'Ennahda dans les quartiers de Meknassi et de Menzel Bouziane à Sidi Bouzid », a déclaré à Reuters un habitant, Mehdi Horchani.

« Très en colère »

Des milliers de manifestants « **très en colère** » sont descendus dans les rues, ont bloqué plusieurs artères de la ville et mis le feu à des pneus avant de s'en prendre aux bureaux d'Ennahda, ont rapporté des témoins.

Sidi Bouzid est le berceau de la « **révolution de jasmin** » de l'hiver 2010-2011, qui a amené la chute du président Zine Ben Ali.

Tunis: gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants

Publié le 25/07/2013

Par Tunis (AFP)© 2013 AFP



La police a tiré des gaz lacrymogènes jeudi pour disperser des dizaines de manifestants rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour réclamer la chute du régime, après l'assassinat du député opposant Mohamed Brahmi, a constaté l'AFP.

La police est intervenue lorsque les manifestants ont bloqué l'avenue centrale Habib Bourguiba et installé une tente pour un sit-in nocturne devant le ministère, en criant "A bas le parti des frères, à bas les tortionnaires du peuple", en référence aux liens étroits entre le parti islamiste Ennahda au pouvoir et la confrérie des frères musulmans en Egypte.

Des manifestations ont éclaté jeudi après-midi aussitôt après l'annonce de l'assassinat de Mohamed Brahmi, tué de onze balles tirées à bout portant au sortir de son domicile, près de Tunis.

Après une accalmie à l'heure de la rupture du jeûne du ramadan la manifestation a repris et un dispositif sécuritaire important a été déployé dans Tunis.

"C'est aujourd'hui qu'Ennahda doit tomber", ont crié les manifestants pour la plupart des jeunes issus de la gauche.

D'autres ont scandé des slogans contre le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi qualifié d'assassin".

"Ennahda qui a montré son incompetence à diriger le pays, assume la responsabilité de ce crime. Nous resterons dans la rue jusqu'à ce qu'il parte à jamais", déclare à l'AFP Mohamed Maaroufi, membre d'un comité de jeunes encadrant les protestations.

"Qu'ils partent! Les nahdaouis se sont partagés le gâteau de la révolution au détriment des jeunes à l'origine du soulèvement(qui a chassé le président Ben Ali du pouvoir début 2011)", a-t-il ajouté.

Selon lui des jeunes de Sidi Bouzid (centre-ouest), ville natale du défunt, de Sfax et de Gafsa (sud) sont en route vers Tunis pour rejoindre ce mouvement et réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

Appel au calme

L'assassinat de Mohamed Brahmi a secoué les Tunisiens en cette journée chômée marquant le 56e anniversaire de la République.

"M. Brahmi a été assassiné par balles au sortir de son domicile", a laconiquement annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, sans préciser les circonstances.

Selon la télévision nationale Watanya et l'agence officielle TAP, Mohamed Brahmi, coordinateur général du Mouvement populaire et membre de l'Assemblée nationale constituante (ANC), a été assassiné par balles devant son domicile dans la région de l'Ariana", au nord de Tunis.

"Son corps a été criblé de balles devant son épouse et ses enfants", a déclaré à la radio, Mohsen Nabti, membre du bureau politique du Mouvement populaire.

D'après la télévision, il a été abattu par onze balles tirées à bout portant par des inconnus.

Homme rond à la moustache touffue et au teint basané, Mohamed Brahmi, 58 ans, avait été élu député à Sidi Bouzid, le berceau de la révolution qui a renversé le régime de Ben Ali en 2011.

Cet homme très critique des islamistes avait démissionné le 7 juillet de son poste de secrétaire général du Mouvement populaire, mouvement qu'il a fondé, en déclarant que sa formation avait été infiltrée par les islamistes.

Sa famille a imputé l'assassinat au parti au pouvoir. "J'accuse Ennahda", a déclaré en pleurs Chhiba Brahmi, la soeur du défunt, sans avancer de preuves.

"Notre famille avait le sentiment que Mohamed allait connaître le même sort que Chokri Belaïd", a-t-elle ajouté interrogé par l'AFP au domicile familial à Sidi Bouzid.

Dans une déclaration à l'AFP, le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi a rejeté ces accusations affirmant que les commanditaires veulent mener le pays vers une "guerre civile" et perturber la transition démocratique".

Dans une allocution télévisée, le président tunisien Moncef Marzouki a parlé d'une "deuxième catastrophe nationale" après la mort de Belaïd.

"Les responsables de ce drame veulent montrer que la Tunisie (...) peut basculer elle aussi (dans la violence), ils veulent démontrer que le Printemps arabe a échoué", a-t-il déclaré en référence à l'Egypte où des violences meurtrières ont lieu depuis le renversement par l'armée le 3 juillet du président islamiste.

Le chef du gouvernement Ali Larayedh a appelé les Tunisiens au calme, soulignant que cet assassinat "ne doit pas être exploité pour semer le trouble et inciter les Tunisiens à s'entretuer".

<http://www.rtl.be/info/monde/international/1021007/depute-tue-en-tunisie-un-manifestant-tue-a-gafsa-dans-le-centre-ouest-de-la-tunisie>

Député tué en Tunisie - Un manifestant tué à Gafsa dans le centre-ouest de la Tunisie

Belga | 27 Juillet 2013 03h35

Un manifestant a été tué dans la nuit de vendredi à samedi à Gafsa, dans le centre-ouest de la Tunisie, lors d'une marche de protestation contre l'assassinat jeudi du député de l'opposition Mohamed Brahmi, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

Mohamed Moufti, 45 ans, a été tué lorsque la police a dispersé à coups de bombes lacrymogènes une marche nocturne simulant des funérailles symboliques de l'opposant, qui sera inhumé samedi à Tunis. L'homme, un militant du Front populaire, une coalition d'extrême gauche, a été mortellement blessé par une bombe lacrymogène qui l'a atteint au niveau de la tête. La police a chargé lorsque des centaines de manifestants ont tenté d'envahir le siège du gouvernement (préfecture) dans le centre de Gafsa, a indiqué la même source. La victime a succombé peu après son transport à l'hôpital de la ville. La Tunisie est secouée par des manifestations qui ont éclaté à l'annonce de l'assassinat de Mohamed Brahmi, abattu jeudi par 14 balles tirées à bout portant, devant son domicile, en banlieue de Tunis. (Belga)

<http://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Mort-dun-manifestant-a-Gafsa-dans-le-sud-de-la-Tunisie--17131366/>

Mort d'un manifestant à Gafsa, dans le sud de la Tunisie

27/07/2013 | 02:55

Un homme a péri dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une manifestation à Gafsa, dans le bassin minier du sud de la Tunisie, deux jours après l'assassinat de l'opposant Mohamed Brahmi, rapportent des témoins.

Il s'agit du premier décès signalé dans le pays depuis la mort du dirigeant de l'opposition laïque.

Des milliers de manifestants ont défilé contre le gouvernement à Tunis et dans plusieurs villes du pays et une grève générale a été observée vendredi pour protester contre le meurtre de l'opposant. (Tarek Amara; Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/383823/la-police-tunisienne-recherche-un-islamiste-radical>

Meurtre de Mohamed Brahmi - La police tunisienne recherche un islamiste radical

27 juillet 2013 | Agence France-Presse | Actualités internationales



Photo : Associated Press Mohamed Brahmi

Tunis — Les autorités tunisiennes ont annoncé vendredi qu'elles recherchaient activement un islamiste radical, suspect numéro un dans l'assassinat de l'opposant Mohamed Brahmi et celui quelques mois plus tôt de Chokri Belaïd, tués selon elles avec la même arme.

L'assassinat jeudi de cette figure de l'opposition de gauche, cinq mois après celle de Chokri Belaïd, a provoqué un nouveau choc dans le pays où une grève générale a été observée vendredi et des manifestations pour et contre le pouvoir islamiste du parti Ennahda ont été organisées.

Vingt-quatre heures après ce nouvel assassinat, le gouvernement a publié une liste de 14 personnes -des extrémistes radicaux, certains appartenant à Ansar Ashariaa, principale organisation salafiste en Tunisie-, impliquées dans les deux meurtres.

Quatre ont été arrêtées, huit sont en fuite, dont Boubaker Hakim, présenté comme le principal suspect, et deux sont en liberté conditionnelle, selon le ministre de l'Intérieur.

Boubaker Hakim, 30 ans, est « un élément terroriste parmi les plus dangereux, objet de recherches au niveau international », a indiqué le ministre Lotfi Ben Jeddou

Natif de Paris, il était déjà recherché en Tunisie pour détention et trafic d'armes, a ajouté M. Ben Jeddou, précisant qu'il avait échappé récemment à la police et que de nombreuses armes avaient été retrouvées à son domicile.

Selon le ministre, « l'arme utilisée pour abattre Mohamed Brahmi est la même qui a servi à tuer Chokri Belaïd ».

L'autopsie a montré que l'opposant avait été atteint par 14 balles de 9 millimètres, a indiqué le bureau du Procureur de la République.

Balkis, sa fille de 19 ans, a raconté vendredi à l'AFP les circonstances de l'assassinat de son père par deux hommes à moto devant le domicile familial près de Tunis. « Vers midi, nous avons entendu des coups de feu et les cris de douleurs de mon père, nous sommes sortis mon frère, ma mère et moi, pour le trouver le corps criblé de balles au volant de sa voiture garée devant la maison », a témoigné la jeune fille.

Le corps de l'opposant sera inhumé samedi à Tunis au cimetière d'El Jallez au côté de Chokri Belaïd, a indiqué son épouse. À la mi-journée, un cortège accompagnera la dépouille de son domicile jusqu'au cimetière sur un parcours de 10 km environ.

Le chef de Nidaa Tounes, principal par-ti d'opposition, a imputé au gouvernement la responsabilité de l'assassinat, estimant que « si ce gouvernement avait dévoilé l'identité des commanditaires et des tueurs de Chokri Belaïd, nous n'en serions pas là ».

Le meurtre de Bélaïd avait plongé le pays dans sa plus grave crise politique depuis le soulèvement de 2011.

Vendredi, des centaines de personnes ont manifesté à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par Ennahda, qu'ils désignent comme responsable de la mort de l'opposant.

Dans l'après-midi, ce sont les partisans du gouvernement qui ont manifesté. Encadrés par la police et un service d'ordre, ils ont parcouru une partie de l'Avenue centrale Habib Bourguiba ouverte à la circulation.

La presse tunisienne a mis l'accent sur les risques de déstabilisation après le meurtre de Mohamed Brahmi.

« Étincelle d'une déstabilisation », titrait le quotidien La Presse. Pour l'analyste Sami Brahem, l'assassinat de Brahmi comme celui de Bélaïd visent à « pousser la transition démocratique vers l'échec »

L'assassinat a d'ailleurs eu ses premières conséquences politiques : le parti de Kamed Morjane, ancien ministre du président déchu Ben Ali, a annoncé le retrait de ses députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et appelé à sa dissolution ainsi qu'au départ du gouvernement.

La présidence a décrété vendredi journée de deuil national, et la puissante centrale syndicale UGTT a appelé à la grève générale. Les rues de Tunis étaient désertées, nombre de commerces fermés, et le tramway tournait presque à vide tandis que de très nombreux vols ont été annulés.

À l'intérieur du pays, la grève a été très suivie y compris dans le secteur privé, et des sit-in organisés à Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa (centre ouest) et au Kef (nord-ouest). La grève était particulièrement suivie à Sidi Bouzid, ville natale de l'opposant assassiné et point de départ de la révolte qui a renversé le régime de Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011.

<http://www.jpost.com/Middle-East/Tunisia-police-fire-teargas-at-protesters-after-secular-politician-shot-dead-321125>

Tunisia police fire teargas at protesters after secular politician shot dead

By REUTERS
07/26/2013 01:25

Opposition politician Mohamed Brahmi shot dead, setting off violent protests against government in capital and elsewhere.

TUNIS - Riot police fired teargas in front of the Interior Ministry in the Tunisian capital on Thursday to try to disperse hundreds of people protesting against the assassination of opposition figure Mohamed Brahmi, a Reuters witness said.

Tunisian opposition politician Mohamed Brahmi was shot dead in the second such assassination this year, setting off violent protests against the Islamist-led government in the capital and elsewhere.

"This criminal gang has killed the free voice of Brahmi," his widow Mbarka Brahmi told Reuters, without specifying who she thought was behind the shooting outside their home in Tunis.

Brahmi's sister later accused the main Islamist Ennahda party of being behind the killing. "Ennahda killed my brother," Souhiba Brahmi said. Ennahda has condemned the murder.

The politician's wife said Brahmi had left the house after receiving a telephone call. She heard shots and found his body lying on the ground outside as two men fled on a motorcycle.

Brahmi belonged to the secular, Arab nationalist Popular Front party, whose then-leader, Chokri Belaid, was killed in a similar way on Feb. 6. His death ignited the worst violence in Tunisia since President Zine al-Abidine Ben Ali fell in 2011.

Divisions between Islamists and their secular opponents have deepened since the popular uprising against Ben Ali, which unleashed unrest across the Arab world, unseating rulers in Egypt, Libya and Yemen, and leading to a civil war in Syria.

Brahmi, 58, was a critic of the Ennahda-led ruling coalition and a member of the Constituent Assembly that has drafted a new constitution for the North African nation of 11 million.



The assassination drew swift international condemnation.

The US State Department called for a "transparent and professional" investigation, while French President Francois Hollande urged Tunisians to show "the necessary spirit of responsibility to preserve national unity and guarantee the pursuit of the democratic transition".

"TERRIBLE ACTS"

UN human rights chief Navi Pillay called for the killers to be brought to account and said the government must do more to "deter these terrible acts" and protect people at risk.

Thousands of people protested outside the Interior Ministry in Tunis and a hospital in the Ariana district where Brahmi's body had been taken. "Down with the rule of the Islamists," they chanted, and demanded that the government resign.

Big crowds accompanied Brahmi's body when it was taken later for autopsy at another Tunis hospital. Despite the presence of hundreds of soldiers and police, protesters smashed cars and broke some windows of the hospital in Ariana, witnesses said.

Similar demonstrations erupted in the southern town of Sidi Bouzid, the cradle of the Tunisian revolution, where protesters set fire to two local Ennahda party offices, witnesses said.

"Thousands have taken to the streets. People have blocked roads and set tyres alight," said Mehdi Horchani, a resident of Sidi Bouzid. "People are very angry." Police fired teargas to disperse protesters who stormed a local government office in the Mediterranean port of Sfax, 270 km (170 miles) southeast of Tunis, witnesses said.

Tunisia's biggest labour organisation, UGTT, called for a general strike on Friday in protest at Brahmi's killing. Its secretary-general, Hussein Abbasi, earlier predicted that the assassination would lead the country into a "bloodbath".

National airline Tunisair said it had cancelled all its flights to and from Tunisia on Friday in response to the strike call. An airport spokesman said a decision would be taken soon whether to suspend all flights to the country, which is trying to renew its popularity with holidaymakers.

Tunisia's political transition since the revolt that toppled Ben Ali has been relatively peaceful, with the moderate Islamist Ennahda party sharing power with smaller secular parties.

But the government has struggled to revive a stuttering economy and has come under fire from secularists who accuse it of failing to curb the activities of radical Salafi Islamists.

The government blamed Belaid's assassination, also carried out by assailants on a motorcycle, on an unidentified group of Salafi militants, saying six of them were still on the run.

The Egyptian army's overthrow of Islamist President Mohamed Mursi on July 3 following mass protests against him has further energised the anti-Islamist opposition in Tunisia.

"INTO THE UNKNOWN"

A protest movement known as Tamarod, modelled on the Egyptian group of the same name that orchestrated the anti-Morsi demonstrations, has called for rallies to topple the government.

Prime Minister Ali Larayedh condemned the assassination, but said: "We are against all the calls to dissolve the government and the Constituent Assembly to create a (power) vacuum." He also drew a link to the upheaval in Egypt, saying in a televised address that the assassins had aimed to use events there "to try to undermine our process and derail it, and take the country into the unknown, whether it is chaos, fighting or civil war or a return to despotism or a return to square one".

Rached Ghannouchi, the Ennahda party leader, said the attack on Brahmi was aimed at "halting Tunisia's democratic process and killing the only successful model in the region, especially after the violence in Egypt, Syria and Libya".

"Tunisia will not follow the Egyptian scenario," he told Reuters. "We will hold on." After the killing of Brahmi, who had applauded the Egyptian army's removal of Mursi, the leader of his Popular Front called for non-violent action to oust the Tunisian government.

The assassination occurred on Tunisia's Republic Day as the country prepares to vote in the next few weeks on the new constitution before a presidential election later in the year.

The turmoil dealt another blow to efforts to resuscitate Tunisia's vital tourism industry. Cultural shows, including the Carthage Festival, were suspended following Brahmi's killing.

Secular President Moncef Marzouki appealed for calm and dialogue, but Tunisia looks set for further instability.

Despite recent progress on the constitution, Brahmi's killing is likely to reactivate the mass protests and strikes across multiple sectors that followed Belaid's assassination, wrote Anna Boyd, senior Middle East analyst at IHS Country Risk.

Samir Gadio, at Standard Bank, said he expected political and economic conditions to deteriorate further in the next few months, saying Ennahda was losing popularity and might seek to delay adoption of the constitution and the holding of elections.

"While Tunisia's army is not influential in the political process, unlike in Egypt, the risks of an institutional dislocation or even a military intervention are increasing," he said.

<http://www.africanmanager.com/153617.html>

27-07-2013 : Gafsa-Un tué et 100 blessés dans une manifestation

AfricanManager



Lors d'une manifestation organisée à Gafsa , dans la soirée de vendredi ,pour protester contre l'assassinat de Mohammed Brahmi , des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre devant le siège du gouvernorat . Ces affrontements ont abouti à la mort de Mohammed Ben Mofti , âgé de 42 ans , agent à Tunisie Télécom , des suites d'une blessure à la tête provoquée par une bombe lacrymogène .

Des informations indiquent que 100 blessés ont été recensés lors des affrontements.

<http://www.rfi.fr/afrique/20130727-nouvelles-tensions-tunis-apres-inhumation-mohamed-brahmi>

Tunisie -

Article publié le : samedi 27 juillet 2013 à 21:33 - Dernière modification le : dimanche 28 juillet 2013 à 00:55

Nouvelles tensions à Tunis, après l'inhumation de Mohamed Brahmi



Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants, après l'inhumation à Tunis de l'opposant de gauche Mohamed Brahmi, ce samedi 27 juillet 2013.

REUTERS/Zoubeir Souissi

C'est une marée humaine qui a déferlé dans les rues de Tunis ce samedi 27 juillet. Des dizaines de milliers de personnes ont assisté aux funérailles de l'opposant Mohamed Brahmi, assassiné jeudi. Il repose désormais dans le carré des martyrs aux côtés de Chokri Belaïd, un autre opposant tué en février dernier. Après les obsèques, des manifestants se sont dirigés vers l'Assemblée constituante, pour participer à un sit-in place du Bardo. Des appels à y participer ont couru sur les réseaux sociaux.

La tension n'est pas retombée, alors que les obsèques dans la matinée se sont déroulées dans le plus grand calme, mais aussi dans l'émotion et la colère. Le cercueil de Mohamed Brahmi est arrivé porté par des militaires, ainsi que par ses proches.

Après une longue procession de plusieurs kilomètres, en tête du cortège, sa veuve tenait son portrait dans les mains, en faisant le « V » de la victoire. « *Nous allons faire tomber ce gouvernement Ennahda* », confiait-elle.

Carré des martyrs

Le député a été enterré à quelques mètres à peine de Choukri Belaïd, assassiné dans les mêmes circonstances quelques mois plus tôt. Ces deux figures de la gauche nationaliste reposent donc dans le carré des martyrs, au cimetière Jellaz de Tunis, où des milliers de personnes sont venues assister aux funérailles. Tout au long de la cérémonie, des slogans anti-islamistes ont été scandés.

Finalement, juste après les obsèques, certains sont allés manifester devant l'Assemblée constituante, pour demander sa dissolution. Très vite, la police les a dispersés à coups de gaz lacrymogènes, officiellement pour empêcher des heurts avec d'autres manifestants pro-islamistes. Résultat : des affrontements violents ont eu lieu jusqu'en fin d'après-midi.

Une cinquantaine de députés continuent leur *sit-in* devant l'Assemblée, dont eux aussi demandent la dissolution. Ils appellent les manifestants anti-islamistes à les rejoindre, et il n'est pas impossible que des affrontements aient encore lieu ce soir.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20130727.AFP0775/tunisie-la-police-disperse-des-manifestants-un-depute-blesse.html>

Tunisie: la police disperse des manifestants, un député blessé

Publié le 27-07-2013 à 20h02 - Mis à jour à 20h55



Un député de gauche a été blessé lorsque la police a dispersé à coup de gaz lacrymogènes une manifestation anti-gouvernementale devant le siège de l'Assemblée nationale constituante (ANC) à Tunis, a constaté une journaliste de l'AFP. (c) Afp

Tunis (AFP) - Un député de gauche a été blessé lorsque la police a dispersé à coup de gaz lacrymogènes une manifestation anti-gouvernementale devant le siège de l'Assemblée nationale constituante (ANC) à Tunis, a constaté une journaliste de l'AFP.

Lorsque les manifestants, que la police avait dispersés dans l'après-midi, se sont rassemblés de nouveau en début de soirée, Mongi Rahoui, élu de l'extrême gauche, a reçu un coup de matraque sur la tête et a été transporté à l'hôpital. La police a de nouveau procédé à des tirs nourris de lacrymogènes.

Les manifestants étaient arrivés dans l'après-midi en provenance du cimetière El Jellaz où s'était déroulé l'enterrement du député d'opposition Mohamed Brahmi, assassiné jeudi. Arrivés sur la place du Bardo, où se trouve le siège de l'ANC, ils avaient été dispersés une première fois à coups de gaz lacrymogène.

"Le gouvernement doit tomber aujourd'hui", "la dissolution de la Constituante est un devoir", ont scandé les manifestants, des slogans devenus cris de ralliement dans tout le pays depuis la mort de Mohamed Brahmi.

Les proches et partisans de M. Brahmi accusent les islamistes qui dirigent le gouvernement d'être derrière le meurtre, tandis que le parti islamiste Ennahda dément, pointant du doigt un salafiste en cavale.

Le palais abritant l'ANC a été rapidement encerclé par les forces de sécurité déployées en nombre jusque sur les artères du Bardo, fermées à la circulation.

Les manifestants, des jeunes de moins de 20 ans pour la plupart, ont lancé des projectiles et de grosses pierres en direction des policiers anti-émeutes qui tiraient des gaz lacrymogènes en les pourchassant.

Les heurts ont repris quelque deux heures plus tard, lorsque la police a chargé les manifestants pour évacuer la place occupée.

Matraques au poing, des policiers cagoulés ont bousculé des manifestants assis par terre et chantant l'hymne national pour les obliger à évacuer le lieu en criant "rentre chez toi!".

Des députés parmi les 42 qui ont annoncé la veille leur retrait de l'ANC tentaient d'encadrer les protestataires appartenant essentiellement à la gauche.

Selon Khemaies Ksila, député au parti Nidaa Tounes, principal rival d'Ennahda, la police a brutalement empêché l'installation d'une tente et l'organisation d'un sit-in. "Cela ne nécessitait pas autant de violence", a-t-il dit à l'AFP.

"Mais cela ne va pas nous décourager, nous sommes déterminés, ce gouvernement doit déguer et laisser la place à des gens plus compétents", a ajouté M. Ksila.

Selon la radio Shems FM, après les funérailles de Brahmi, des tracts ont été anonymement distribués aux alentours du cimetière pour appeler la foule à se diriger vers l'ANC et participer à un sit-in.

Des partis de l'opposition laïque ont annoncé dans la nuit de vendredi à samedi le retrait de leurs députés de l'ANC et appelé à un sit-in jusqu'à la dissolution de la Constituante et la chute du gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahda.

Actualité Afrique : Tunisie : réaction sécuritaire musclée pour repousser des manifestants des alentours de l'Assemblée Constituante

Immédiatement après l'inhumation de l'opposant Mohamed Brahmi (assassiné jeudi 25 juillet par balles), les participants aux obsèques ont pris la direction de l'Assemblée constituante situé vers le nord-ouest de Tunis pour protester réclamant sa dissolution.

L'aspect pacifique s'est rapidement dégénéré en usage intensif de gaz lacrymogène pour disperser tous les manifestants parmi lesquels des députés de l'opposition.

Tout juste après l'enterrement de Mohamed Brahmi, des centaines se sont finalement rassemblés face au siège de la Constituante scandant des slogans hostiles au gouvernement en place dirigé par le parti islamiste Ennahdha (majoritaire à l'Assemblée).

Sur place, le correspondant de l'Agence de presse Xinhua a pu constater une ceinture sécuritaire bien serrée mise en place par les forces de l'ordre pour bien séparer les manifestants venus des funérailles de ceux déjà présents face à l'Assemblée constituante pour soutenir la légitimité de l'actuel pouvoir et des institutions de l'Etat.

La présence des pro-islamistes a provoqué la majorité des participants à la manifestation contre le gouvernement et la Constituante pour ainsi perdre tout aspect pacifique, ce qui a poussé les unités anti-émeutes à faire recours massivement au gaz lacrymogènes pour disperser la foule des deux côtés et faire vider les lieux.

Des manifestants ont confié au correspondant de Xinhua en quittant les alentours de la Constituante que la réaction agressive des policiers usant massivement leurs matraques et bombes lacrymogènes peut prouver l'existence de sévères instructions portant sur l'empêchement de toute confrontation entre les pro-islamistes et les manifestants outre l'interdiction à tout prix des rassemblements et sit-in face à l'Assemblée.

D'ailleurs, plusieurs tentes installées par des sit-inneurs ont été enlevées et tous les accès menant aux quatre entrées principales de l'Assemblée constituante ont été bloqués par les forces de l'ordre.

La Constituante face à une éventuelle autodissolution

L'assassinat de l'opposant Mohamed Brahmi a provoqué une colère populaire dans les différentes provinces du pays où les citoyens ont occupé les espaces et places publics réclamant la chute du pouvoir, la dissolution de la constituante et appelant à la formation d'un cabinet de salut national et d'une commission d'expert en droit constitutionnel pour parachever la nouvelle Constitution.

Jusque-là, plus d'une cinquantaine de députés de la Constituante ont décidé de se suspendre provisoirement leur mandat parlementaire en boycottant les assises de l'Assemblée. En effet 42 députés avaient annoncé vendredi lors d'une conférence de presse leur intention de se retirer de la Constituante et d'entamer un sit-in ouvert qui ne prendra fin qu'avec la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée constituante.

Samedi 26 juillet, le nombre total des députés ayant annoncé leur retrait s'est porté à 52 avec

d'autres décisions émanant des députés de l'Alliance démocratique. Ces derniers ont précisé dans un communiqué qu'ils s'attendent à voir l'actuel gouvernement démissionner.

D'après le communiqué de l'Alliance démocratique, la crise politique du pays nécessite impérativement un gouvernement d'union nationale composée d'indépendants qui assureront la continuité de la transition et veilleront à organiser de vraies élections avant la fin 2013.

Il s'agit également de composer une instance de consensus national formée de présidents d'organisations nationales et présidents de partis. Le troisième point évoqué par les députés de l'Alliance démocratique est l'engagement juridique de faire du 23 octobre 2013 une date de la fin des travaux de l'Assemblée nationale constituante.

Casafree.com le 27/7/2013 16:21:54

<http://www.tunisienumerique.com/tunisie-nuit-demeutes-dans-les-regions/186647>

Tunisie – Nuit d'émeutes dans les régions

News, Société | LM | 28 juillet, 2013 à 03:26

Des émeutes ont eu lieu dans le gouvernorat de Jendouba pendant la soirée du samedi 27 juillet lors d'une manifestation organisée par un nombre de citoyens. Les manifestants ont brûlé des roues et bloqué la route dans l'avenue Habib Bourguiba ce qui a nécessité l'intervention des forces de l'ordre pour les disperser.

Par ailleurs des affrontements ont eu lieu entre des manifestants et des forces de sécurité à Sidi Bouzid lors d'une manifestation organisée dans la ville pour dénoncer l'assassinat de Mohamed Brahmi, ce qui a contraint la police d'avoir recours au gaz lacrymogène pour les disperser.

A Sousse, des manifestants se sont rassemblés devant le siège du gouvernorat dans la nuit de samedi à dimanche pour réclamer la dissolution du gouvernement. Du coup, les forces de sécurité sont intervenues pour les disperser.

<http://www.webdo.tn/2013/07/28/sidi-bouzig-senflamme-affrontements-au-centre-ville/>

Sidi Bouzid s'enflamme – Affrontements au centre-ville

Publié par Hatem Bourial le 28 juillet 2013 à 0:31



Selon les correspondants de la presse radiophonique présents à Sidi Bouzid, le centre-ville est actuellement la proie d'affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants venus de plusieurs quartiers comme la Cité Ennour ou la Cité El Khadhra.

Les affrontements qui ont redoublé de violence par rapport à hier se concentrent sur l'avenue Bourguiba aux alentours du siège du gouvernement, sécurisé par l'armée.

Un correspondant a tout résumé avec la phrase suivante : "On dirait le 17 décembre 2011 !" Et c'est tout dire...

Notons que des manifestations se déroulent également à Menzel Bouzaiane et Meknassi.

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2013/07/28/une-nuit-de-manifestations-a-sidi-bouzid/>

Une nuit de manifestations à Sidi Bouzid

Par : Di avec TAP | 28 juil 2013 | 11 h 50 min

Les mouvements de protestation se sont poursuivis durant toute la nuit de samedi à dimanche dans la ville de Sidi Bouzid, où un grand nombre de citoyens s'est rassemblé devant le siège de l'Union régionale du travail et la place Bouazizi appelant à la chute du gouvernement et à la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

Dans un climat de tension après l'assassinat de l'homme politique Mohamed Brahmi, natif de cette région, des affrontements ont eu lieu entre un bon nombre de jeunes ayant incendié des pneus et fermé les routes et les forces de l'ordre qui ont fait usage du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc après avoir été agressés par des jets de pierre.

Par ailleurs, une réunion qui s'est tenue au siège de l'Union régionale du travail a été consacrée à l'élaboration d'une liste nominative de la commission de gestion des affaires locales « la coordination régionale de sauvetage » et regroupant des représentants de l'Union régionale du travail, de l'utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat) et des Ordres des médecins et des avocats.

Il est à noter que le gouverneur de Sidi Bouzid Amara Tlijani avait dans une déclaration au correspondant de l'agence TAP souligné que « les diverses autorités régionales dans le gouvernorat de Sidi Bouzid poursuivent l'accomplissement de leurs fonctions en totale coordination avec les autorités administratives et sécuritaires centrales ». Il a à cet égard exprimé son étonnement « des appels lancés en vue de créer des coordinations régionales et locales, faisant fi de tous les pouvoirs et institutions de l'Etat ».

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2013/07/29/tunisie-poursuite-des-manifestations-dimanche-soir-a-sidi-bouzid-et-a-jendouba/>

Tunisie :Poursuite des manifestations dimanche soir à Sidi Bouzid et à Jendouba

Par : Di avec TAP | 29 juil 2013 | 12 h 18 min

Les mouvements de protestation se sont poursuivis dimanche soir à Sidi Bouzid, où s'est rassemblé un grand nombre de citoyens de la région devant le siège de l'Union régionale du travail (URT) et à la place Mohamed Bouazizi appelant à la chute du régime et à la dissolution de l'Assemblée constituante.

La ville natale de l'homme politique et député à l'Anc Mohamed Brahmi, abattu par balles le 25 juillet à Tunis, a connu des affrontements entre des jeunes qui ont brûlé des pneus et bloqué les routes. Les forces de l'ordre ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, après avoir essuyé des jets de pierre.

Par ailleurs, une liste nominative de la commission de gestion des affaires locales « la coordination régionale de salut » a été élaborée au siège de l'URT. Cette coordination entend gérer l'action du conseil régional afin de ne pas entraver la marche des différentes administrations et services publics.

La liste regroupe 29 personnes représentant l'URT, l'UTICA et l'ordre des médecins et des avocats. Sur un autre plan, des mouvements similaires se sont poursuivis dans les villes de Jendouba et de Boussalem pour le 4ème jour consécutif, des manifestants appelant à la chute du régime et à la dissolution de l'Assemblée nationale constituante.

Un grand nombre de citoyens, dont une présence notable de femmes et de jeunes, a ainsi participé à une marche organisée dimanche soir dans la ville de Boussalem pour dénoncer l'insécurité, la dégradation de la situation économique et appeler au départ du gouvernement. Dans le gouvernorat de Jendouba, un nombre important de jeunes ont parcouru les rues de la ville, dans une marche pacifique en signe de soutien au sit-in devant le siège de l'Anc à Bardo. Selon la correspondante de TAP, tous les mouvements de protestation qui ont été organisés dans cette région depuis l'assassinat de Mohamed Brahmi, n'ont pas entraîné de dégâts, à l'exception d'actes isolés d'un nombre de jeunes ayant barré la route principale dans le gouvernorat de Jendouba et qui ont été dispersés par l'usage de gaz lacrymogène par les forces de l'ordre.

Des sources sécuritaires ont démenti les informations relayés par certains médias selon lesquelles quatre protestataires ont été arrêtés par les forces de l'ordre. Elles ont exprimé, également, leur volonté de protéger les mouvements de protestation des fauteurs de trouble et des délinquants et assurer la sécurité dans la région.

http://www.romandie.com/news/n/_Tunisie_gaz_lacrymogenes_apres_des_jets_de_pierres_de_manifestants_a_Sidi_Bouزيد17290720131240.asp

Tunisie: gaz lacrymogènes après des jets de pierres de manifestants à Sidi Bouzid

SIDI BOUZID (Tunisie) - La police a tiré lundi des gaz lacrymogènes destinés à disperser des manifestants réunis à Sidi Bouzid dans le centre-ouest de la Tunisie pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par les islamistes, a constaté un correspondant de l'AFP.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes lorsque les manifestants, rassemblés devant le gouvernorat (préfecture) et scandant des slogans contre Ennahda, le parti islamiste au pouvoir, ont commencé à lui lancer des pierres, selon la même source.

Des centaines de protestataires se sont rassemblés dès 07H00 locales (06H00 GMT), avant de tenter d'interdire l'accès des fonctionnaires au siège du gouvernorat protégé par l'armée, à la reprise du travail lundi.

Opposants et habitants de cette ville natale de l'opposant Mohamed Brahmi assassiné jeudi et qui a donné naissance au soulèvement de 2011 ont réclamé le départ du gouverneur (préfet),

un proche d'Ennahda.

Ghannouchi assassin, A bas le parti des frères (musulmans) à bas les tortionnaires du peuple, ont-ils scandé.

Samedi, la ville a entamé un mouvement de désobéissance encadré par le Front populaire (alliance de la gauche et nationalistes) et la section régionale de la centrale syndicale UGTT.

Un conseil des notables a été mis en place pour la gestion des affaires de leur cité jusqu'à la chute du pouvoir actuel, mot d'ordre partagé dans tous le pays.

Des conseils similaires ont été créés dans trois localités dépendant du chef-lieu Sidi Bouzid: Regueb, Mekessi et Menzel Bouzaine.

Des milliers d'habitants avaient fait le déplacement à Tunis pour les funérailles de Brahmi samedi à Tunis.

(©AFP / 29 juillet 2013 12h39)